

**Conseil de sécurité**

Distr. générale  
31 janvier 2006

---

**Résolution 1655 (2006)**

**Adoptée par le Conseil de sécurité à sa 5362<sup>e</sup> séance,  
le 31 janvier 2006**

*Le Conseil de sécurité,*

*Rappelant* toutes ses résolutions antérieures sur le Liban, notamment les résolutions 425 (1978) et 426 (1978) du 19 mars 1978 et 1614 (2005) du 29 juillet 2005, ainsi que les déclarations de son président sur la situation au Liban, en particulier celle du 18 juin 2000 (S/PRST/2000/21),

*Rappelant également* la lettre que son président a adressée au Secrétaire général le 18 mai 2001 (S/2001/500),

*Rappelant en outre* la conclusion du Secrétaire général selon laquelle, au 16 juin 2000, Israël avait retiré ses forces du Liban conformément à la résolution 425 (1978) et avait satisfait aux conditions prévues par le Secrétaire général dans son rapport du 22 mai 2000 (S/2000/460), ainsi que la conclusion du Secrétaire général selon laquelle la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) avait pour l'essentiel mené à bien deux des trois volets de son mandat, et s'attachait désormais à la tâche restante, à savoir rétablir la paix et la sécurité internationales,

*Réaffirmant* qu'il a reconnu la validité de la Ligne bleue aux fins de confirmer le retrait d'Israël en application de la résolution 425 (1978) et que la Ligne bleue doit être respectée dans sa totalité,

*Gravement préoccupé* par les tensions et la violence qui persistent le long de la Ligne bleue, y compris les hostilités dont le Hezbollah a pris l'initiative le 21 novembre 2005 et celles déclenchées par le lancement de roquettes en Israël à partir du Liban le 27 décembre 2005, qui ont démontré une fois de plus que la situation demeure instable et précaire et ont de nouveau souligné qu'il est urgent que le Gouvernement libanais étende pleinement son autorité et exerce pleinement son contrôle sur l'emploi de la force dont il a le monopole, dans tout le territoire, comme le Secrétaire général l'a indiqué dans son rapport du 18 janvier 2006 (S/2006/26), et préoccupé également par les violations israéliennes continues de l'espace aérien libanais,

*Rappelant* sa résolution 1308 (2000) du 17 juillet 2000,

*Rappelant également* sa résolution 1325 (2000) du 31 octobre 2000,



*Rappelant en outre* les principes pertinents énoncés dans la Convention sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé, adoptée le 9 décembre 1994,

*Répondant* à la demande tendant à voir proroger le mandat de la FINUL pour une nouvelle période de six mois que le Gouvernement libanais a présentée dans la lettre du 9 janvier 2006, adressée au Secrétaire général par son Chargé d'affaires auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2006/15),

1. *Approuve* le rapport du Secrétaire général sur la FINUL en date du 18 janvier 2006 (S/2006/26);

2. *Décide* de proroger le mandat en cours jusqu'au 31 juillet 2006, tout en soulignant le caractère intérimaire de la FINUL et en ayant bon espoir que celle-ci exécute rapidement son mandat;

3. *Réaffirme* son ferme attachement à l'intégrité territoriale, à la souveraineté et à l'indépendance politique du Liban à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues et sous l'autorité unique et exclusive du Gouvernement libanais;

4. *Condamne* tous les actes de violence, y compris les derniers incidents graves qui ont été déclenchés du côté libanais à travers la Ligne bleue et qui ont fait des morts et des blessés des deux côtés, se déclare très préoccupé par les graves infractions et les violations de la ligne de retrait par les voies maritime et terrestre ainsi que par les violations aériennes persistantes susmentionnées, et demande instamment aux parties d'y mettre fin, de s'abstenir de tout acte de provocation qui pourrait aggraver encore la tension et d'honorer scrupuleusement l'obligation à elles faite de respecter la sécurité du personnel de la FINUL et d'autres entités des Nations Unies, y compris en renonçant à tout acte susceptible de mettre en danger le personnel des Nations Unies;

5. *Demande de nouveau* aux parties de continuer d'honorer l'engagement qu'elles ont pris de respecter scrupuleusement, et dans son intégralité, la ligne de retrait tracée par l'Organisation des Nations Unies, telle que décrite dans le rapport du Secrétaire général en date du 16 juin 2000 (S/2000/590), et de faire preuve de la plus grande retenue;

6. *Demande de nouveau* au Gouvernement libanais d'étendre et d'exercer pleinement son autorité exclusive et effective dans tout le Sud;

7. *Se félicite* des mesures que le Gouvernement libanais a récemment prises en vue de renforcer la liaison entre ses forces armées et la FINUL, notamment la mise en place d'un bureau de liaison des Forces armées libanaises au quartier général de la FINUL à Naqoura, la nomination d'officiers de liaison auprès des bataillons de la FINUL et la nomination d'un nouveau coordonnateur des relations avec la FINUL, et prend acte de la ferme intention affichée par le Gouvernement libanais de préserver la sécurité et, à cette fin, de renforcer la présence de ses forces armées dans la région méridionale et de coordonner leurs activités avec celles de la FINUL;

8. *Prie néanmoins instamment* le Gouvernement libanais de faire plus pour asseoir son autorité dans le Sud, pour exercer son contrôle sur l'emploi de la force et en avoir le monopole et pour maintenir l'ordre sur tout son territoire ainsi que pour prévenir toutes attaques en provenance du Liban à travers la Ligne bleue, y compris

en déployant des effectifs supplémentaires des Forces armées libanaises et des Forces de sécurité intérieure et en donnant suite aux propositions de la FINUL tendant à renforcer la coordination sur le terrain entre elle et ces forces et à établir une cellule de planification conjointe, comme le Secrétaire général l'a recommandé dans son rapport;

9. *Prie* le Secrétaire général de continuer à collaborer avec le Gouvernement libanais pour asseoir l'autorité de ce dernier dans le Sud, et en particulier pour faciliter l'application rapide des mesures visées au paragraphe 8 ci-dessus;

10. *Appuie* les efforts que la FINUL ne cesse de déployer pour maintenir le cessez-le-feu le long de la ligne de retrait pour parachever l'exécution de son mandat, tout en soulignant que les parties ont la plus grande part de responsabilité à cet égard et encourage la Force à s'attacher également à aider le Gouvernement libanais à asseoir son autorité dans le Sud;

11. *Note avec satisfaction* la contribution que la FINUL continue d'apporter aux opérations de déminage, souhaite que l'Organisation des Nations Unies continue d'offrir une assistance au Gouvernement libanais en matière d'action antimines, en l'aidant à continuer de se doter d'une capacité nationale dans ce domaine et à éliminer le danger que présentent encore les mines et munitions non explosées dans le Sud, remercie les pays donateurs qui soutiennent cette entreprise au moyen de contributions en espèces et en nature et exprime l'espoir que d'autres contributions internationales seront apportées, et insiste sur la nécessité de communiquer au Gouvernement libanais et à la FINUL toutes cartes et informations complémentaires sur les champs de mines;

12. *Demande* aux parties de faire en sorte que la FINUL ait toute liberté de mouvement dans toute sa zone d'opérations comme indiqué dans le rapport du Secrétaire général, prie la FINUL de signaler tout obstacle auquel elle se heurterait dans l'exécution de son mandat, et demande de nouveau aux parties de coopérer pleinement avec l'Organisation des Nations Unies et la FINUL;

13. *Salue* les efforts que la FINUL déploie afin d'appliquer la politique de tolérance zéro du Secrétaire général en matière d'exploitation et d'abus sexuels et d'assurer le strict respect par son personnel du Code de conduite des Nations Unies, prie le Secrétaire général de continuer à prendre toutes mesures nécessaires à cet égard et de l'en tenir informé, et exhorte les pays fournisseurs de contingents à prendre les mesures préventives qui s'imposent, notamment en organisant des activités de sensibilisation à ces questions avant le déploiement, et à prendre des mesures disciplinaires et autres pour faire en sorte que leurs personnels mis en cause soient amenés à répondre pleinement de leurs actes;

14. *Prie* le Secrétaire général de poursuivre ses consultations avec le Gouvernement libanais et les autres parties directement concernées au sujet de l'application de la présente résolution, de lui présenter, avant l'expiration du mandat en cours, un rapport sur ces consultations ainsi que sur les activités de la FINUL et les tâches dont s'acquitte actuellement l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve (ONUST), et d'y rendre compte des progrès accomplis par le Gouvernement libanais sur la voie de l'extension de son autorité exclusive et effective dans tout le Sud;

15. *Entend* revoir régulièrement le mandat et les structures de la FINUL, en tenant compte de la situation sur le terrain, des activités effectivement accomplies par la Force dans sa zone d'opérations, de la contribution qu'elle apporte en vue de parachever l'entreprise de rétablissement de la paix et la sécurité internationales, des vues du Gouvernement libanais et des mesures que celui-ci a prises pour étendre pleinement son autorité dans le Sud ainsi que des incidences que ces mesures pourraient avoir, de façon à adapter la Force à sa mission;

16. *Souligne* qu'il importe et qu'il est nécessaire de parvenir à une paix globale, juste et durable au Moyen-Orient, qui soit fondée sur toutes ses résolutions sur la question, y compris ses résolutions 242 (1967) du 22 novembre 1967 et 338 (1973) du 22 octobre 1973.

---